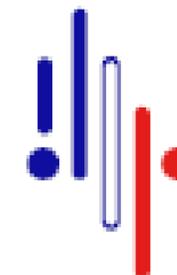




**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

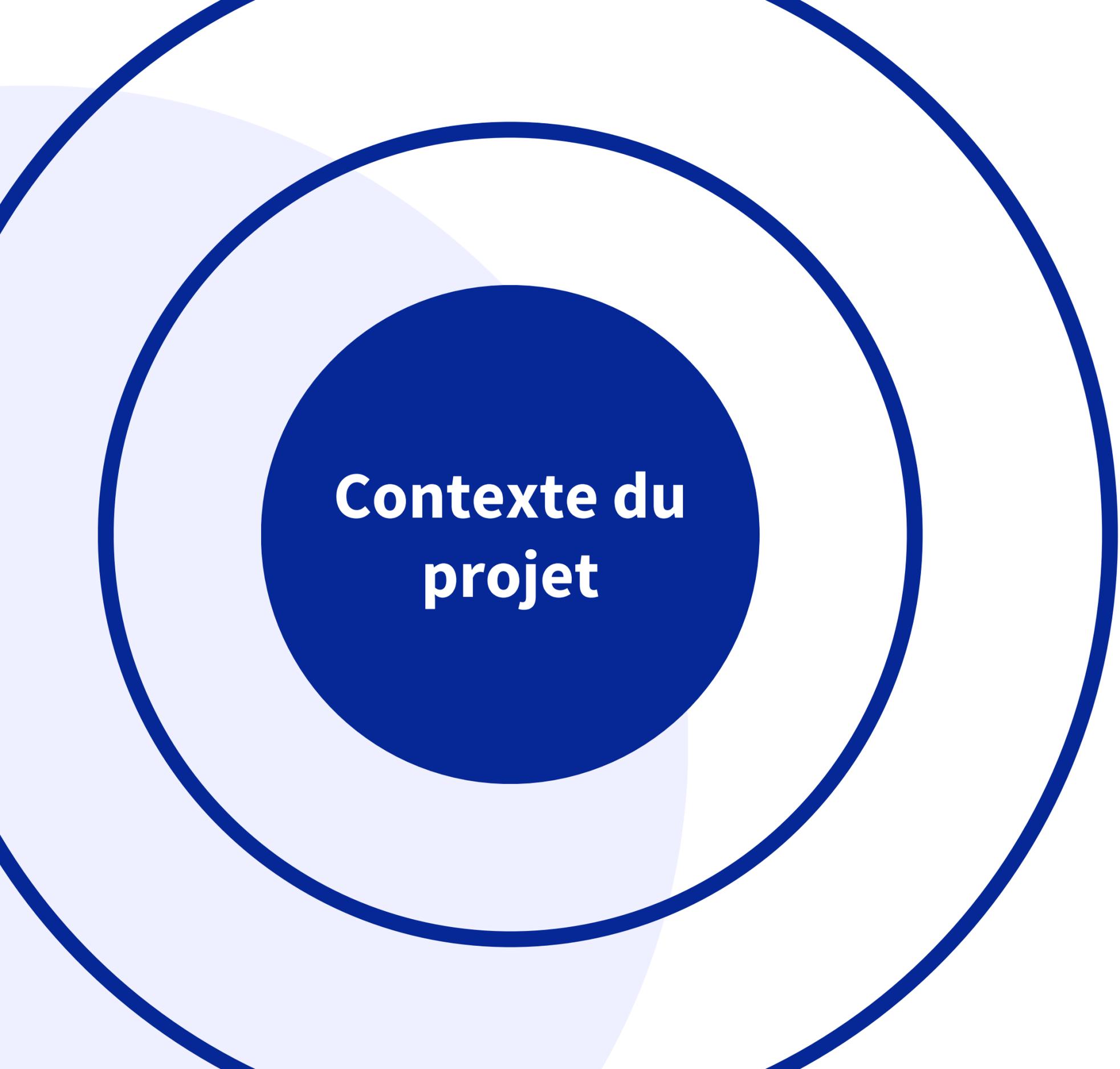
*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Agence de
l'Innovation pour
les Transports**

Article 109 Loi Climat & Résilience

Concilier amélioration des politiques publiques
de mobilité et protection de la vie privée



Contexte du projet

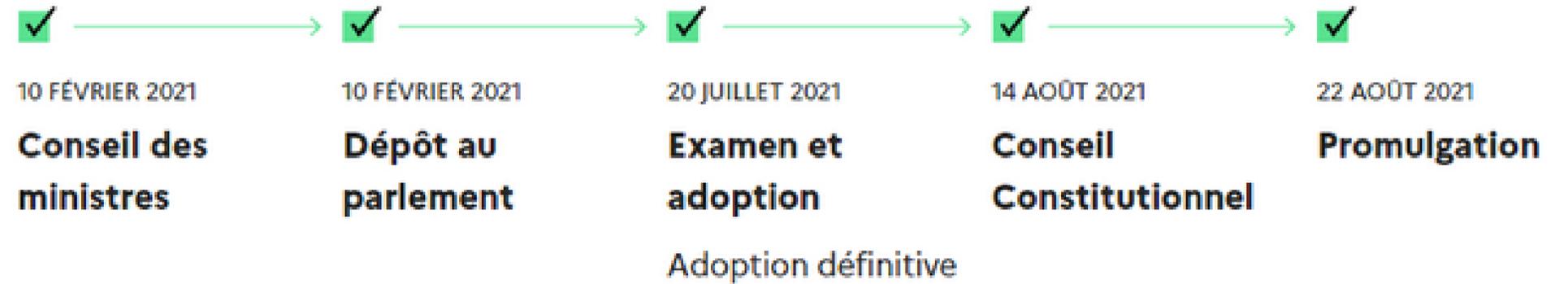
Génèse Loi Climat & Résilience

15 janvier 2019 "Grand Débat National" dont thématique "**transition écologique**"

Avril 2019 Création du Conseil de Défense Ecologique et de la **Convention citoyenne pour le climat (CCC)**

Octobre 2019 la CCC se réunit avec 15 citoyens tirés au sort. Objectif: créer des proposition permettant de réduire de 40% les GES d'ici 2030.

146 propositions de la CCC forment la "loi Climat et Résilience"



Objectifs de l'article 109 LCR

Constat

1. Enquêtes ménage limitées et couteuses
2. Absence d'encadrement du partage de ces données

Or ces données sont **essentiels pour obtenir une connaissance plus précise des mobilités** et promouvoir des alternatives pertinentes à l'usage exclusif du véhicule individuel

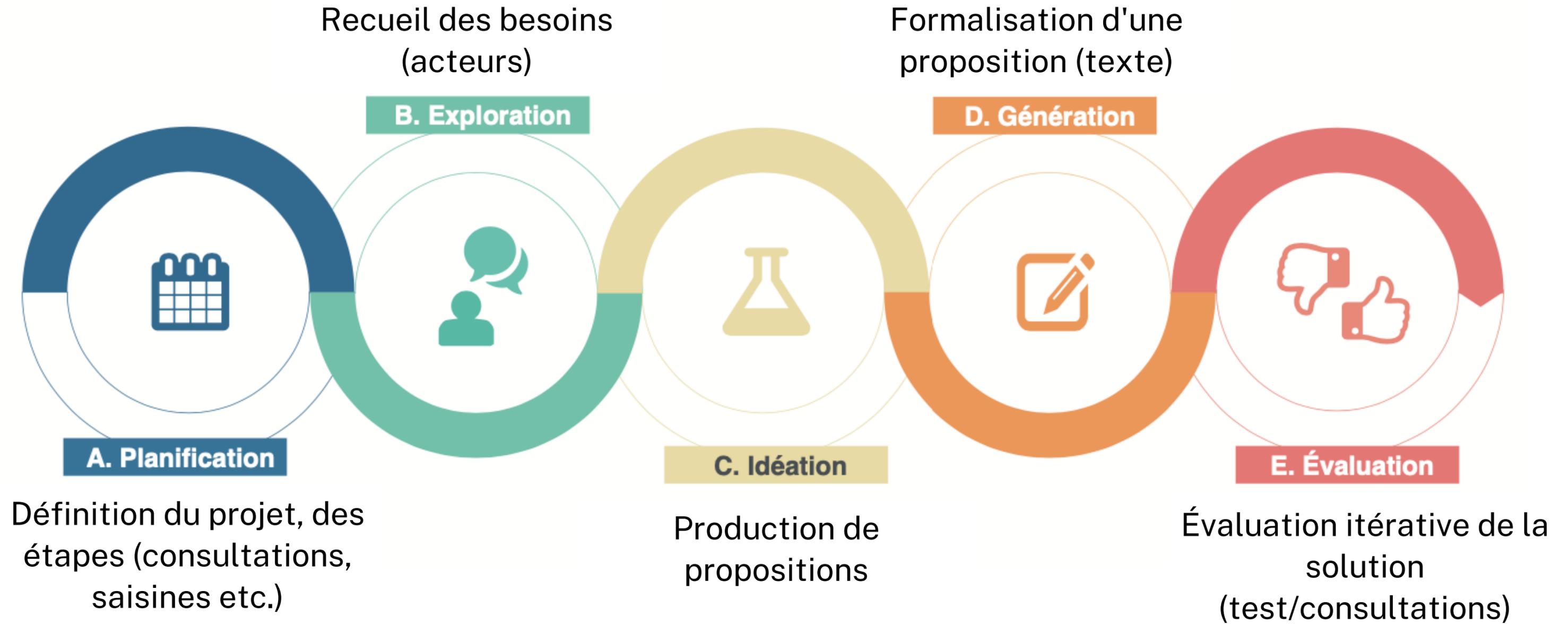
Objectifs

- Créer un **levier juridique** permettant aux AOM d'accéder à des données déjà collectées par les Services d'Aide à la Navigation.
- Dans le respect de la vie privée des personnes



**Evolution du
projet et
méthodologie**

Méthodologie de travail



Étapes du projet de décret

2021- 2022

Première proposition
de texte

Consultations des
acteurs :

- AOM
- SAAD
- CNIL
- DAJ

Identification des
problématiques
juridiques/techniques

2023

Janvier

Février

Mars

Avril

Mai

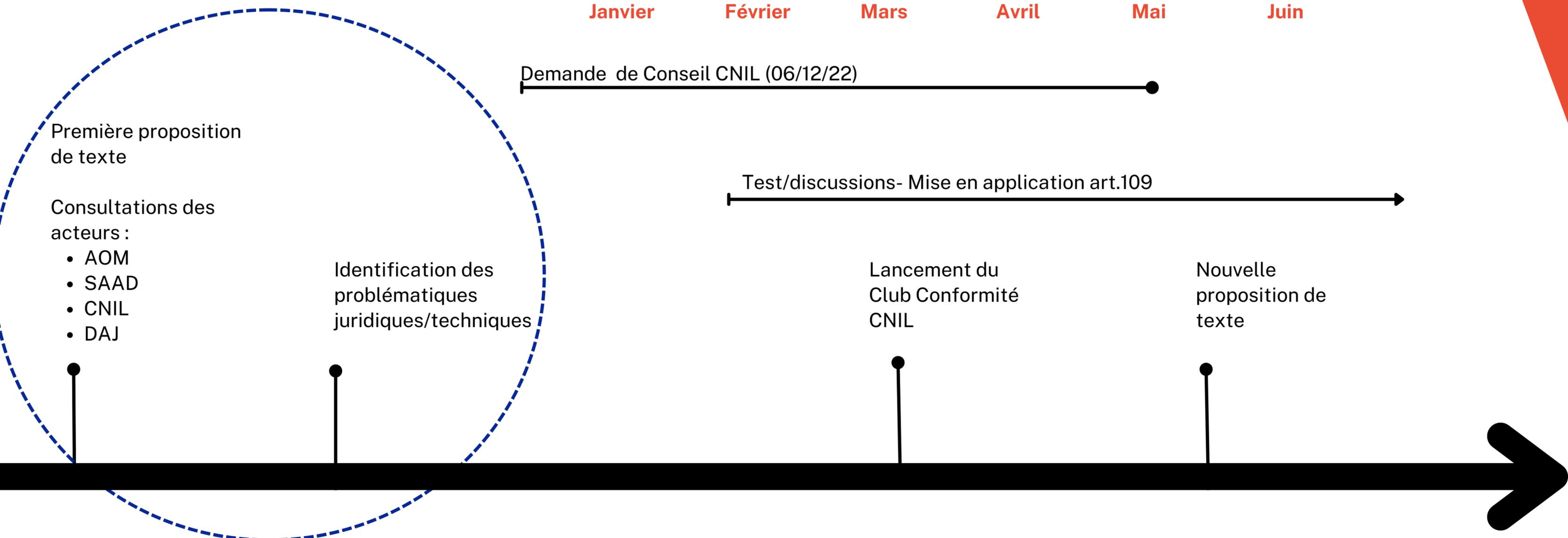
Juin

Demande de Conseil CNIL (06/12/22)

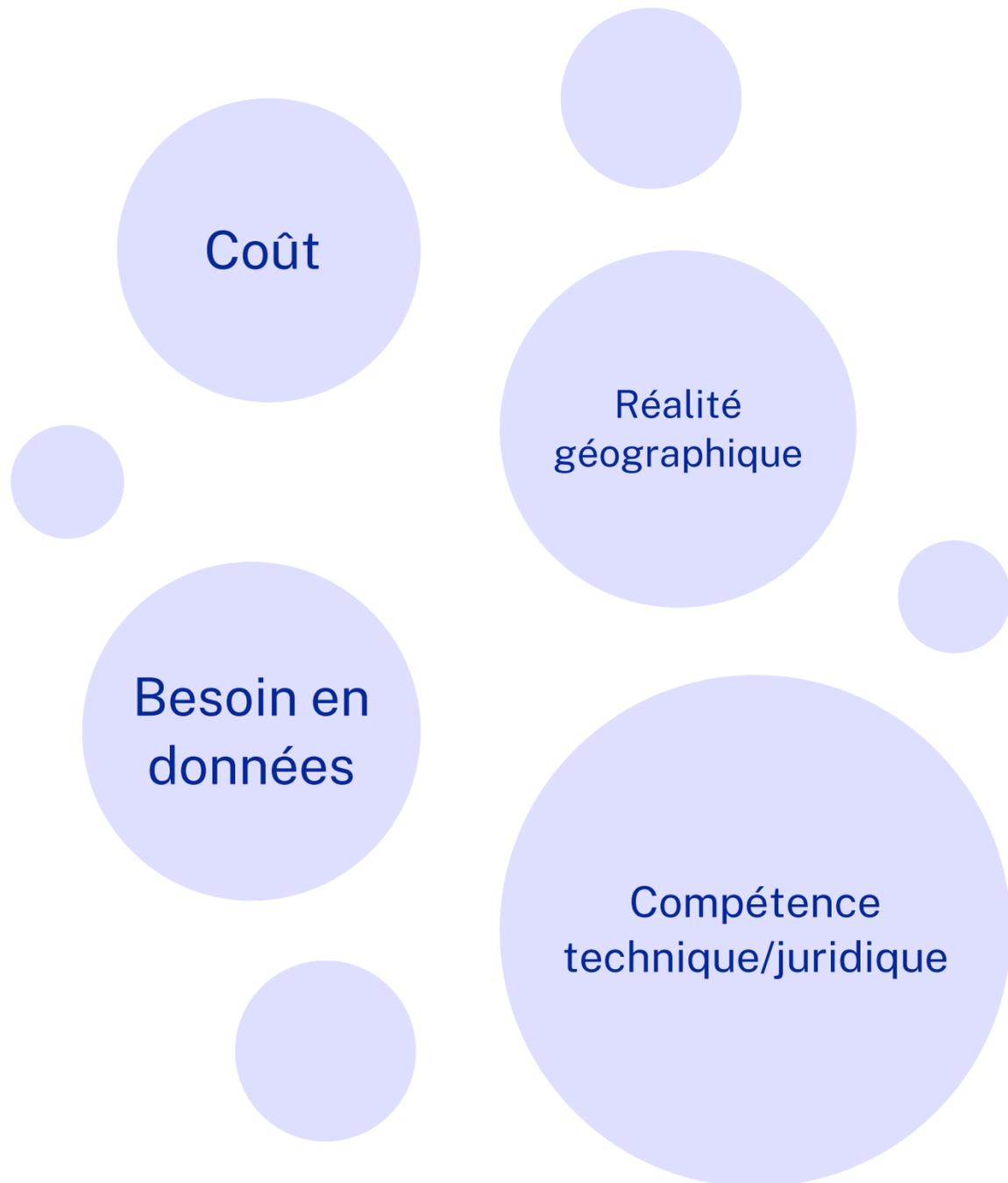
Test/discussions- Mise en application art.109

Lancement du
Club Conformité
CNIL

Nouvelle
proposition de
texte



Problématiques générales du projet de décret



Problème:
Harmoniser dans un décret les besoins et contraintes de l'ensemble des acteurs de la mobilité

Propositions de solutions:
Contrat entre SAAD et AOM (flexibilité)

Décret précise les éléments communs (sécurité)

Problématiques juridiques et techniques

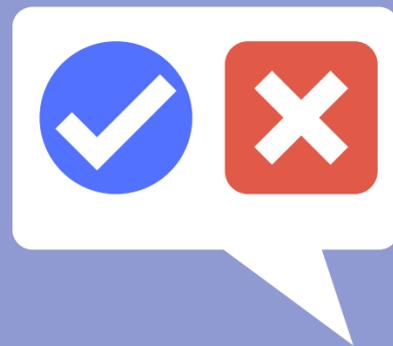
Consentement e-privacy et RGPD

Article 82 LIL transpose directive e-privacy et lignes directrices CNIL

=> Consentement libre, spécifique, éclairé et univoque requis, données personnelles ou non.

=> Incidence sur le taux de données

=> Absence de voie d'exclusion et Directive e-privacy en discussion



Anonymisation des données

Choix d'une anonymisation en amont de transmission

- Permet un équilibre entre vie privée et besoin de connaissance de la mobilité / limiter risques
- Diminution des contraintes juridiques (données anonymisées = pas d'application du RGPD)

Choix des mesures d'anonymisation

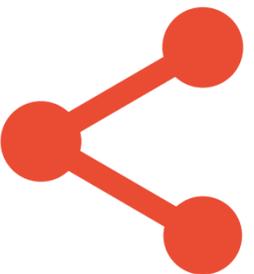
- Proposition de mesures de dégradations temporelles/spatiales
- Difficulté d'anonymisation des données de localisation



Inclusion d'un Tiers de Confiance

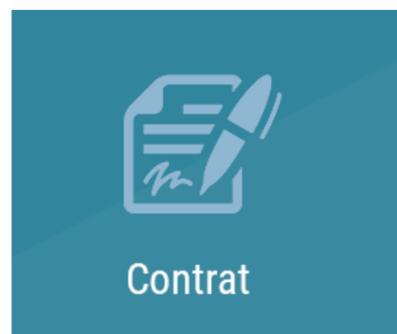
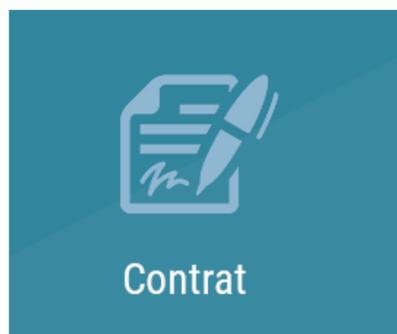
"Service d'intermédiation de données" DGA, 2023

- Renforce la confiance dans le partage des données
- Industrialisation du processus de partage
- Paliatif aux problématiques de compétences techniques internes



Grands principes du RGPD

La base légale d'un traitement est ce qui autorise légalement sa mise en œuvre



Étapes du projet de décret

2021- 2022

2023

Janvier

Février

Mars

Avril

Mai

Juin

Demande de Conseil CNIL (06/12/22)

Première proposition
de texte

Consultations des
acteurs :

- AOM
- SAAD
- CNIL
- DAJ

Identification des
problématiques
juridiques/techniques

Test/discussions- Mise en application art.109

Lancement du
Club Conformité
CNIL

Nouvelle
proposition de
texte



Étapes en cours



Réponse de la CNIL

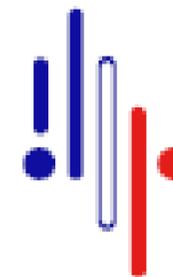


Concertations



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Agence de
l'Innovation pour
les Transports**

Merci !